Conférence donnée au cours de la session 2000 des Semaines sociales de France, « Travailler et vivre »

Une révolution culturelle : la redistribution des temps sociaux

Jacques Delors

Le temps est un compagnon indéfinissable. Vous vous rappelez sans doute cette formule très connue de saint Augustin qui disait «Qu'est-ce que le temps ? Si personne ne me le demande, je le sais, mais si on me le demande et que je veuille l'expliquer, je ne sais plus. »

Le temps, c'est une valeur qui' n'est pas suffisamment prise en compte dans nos évolutions économiques ni dans nos politiques de la ville ou de l'aménagement du territoire et de l'espace urbain. Qu'est-ce que le temps ? Qu'est-ce qui fait gagner du temps? Pour illustrer cela en une seconde, je vous dirai que si tous les Françaises et les Français qui travaillent mettent une demi-heure de plus le matin pour aller à leur travail et une demi-heure de plus pour rentrer, l' année d' après, les statisticiens vous diront que la richesse nationale a augmenté parce que nous aurons consommé davantage de transport et d'essence. En réalité beaucoup d'entre vous se diront : j'ai perdu une heure de temps. Et sans abuser des chiffres, une heure de temps, c'est beaucoup.

Mais le temps n'a pas la même valeur non plus pour tous. Il faudra le souligner. Le temps, c'est le mode d'inscription des activités humaines dans la durée. Ainsi l'a défini Jean Chesneaux dans son livre *Habiter le temps.* Passons aux temps sociaux puisque c'est cela qui nous occupe aujourd'hui. Les temps sociaux sont un agencement des principales activités économiques sociales privées. Cet agencement est en train d'être profondément bouleversé. Nous allons le vivre, si vous le voulez bien, en parcourant les cinquante dernières années. Et nous verrons que, comme toujours, le vieux côtoie le neuf, l'immuable côtoie le changeant, il est très difficile, dans la période de transition où nous sommes, de se faire une idée de ce que sera la société de demain marquée par ces changements. Enfin, la structure des temps d'une société reflète aussi un système de valeurs.

Je partirai donc du temps dans la société fordiste, la société des Trente Glorieuses pour aller vite. On l'appelle souvent société industrielle. Pour en arriver au présent, c'est une période de transition où il y a à la fois de l'immuable et du changeant, du vieux et du neuf, pour terminer par une prospective risquée : quel type de société pour demain ?

Le temps dans la société fordiste. Un modèle était dominant, le taylorisme. Le social était souhaité mais il était en même temps un facteur de productivité, nécessaire pour la bonne marche du système. Il y avait d'ailleurs un accompagnement par l'État providence. Et enfin, l'horloge du temps modelait aussi l'espace, et notamment l'espace urbain. Une horloge du temps, c'est ainsi qu'on pourrait caractériser cette période. Vous vous rappelez que dans *Les temps modernes,* où Charlie Chaplin illustre le taylorisme, il y a une grande horloge vers laquelle on se tourne toujours, comme un leitmotiv, comme une contrainte.

Ce modèle est lié à la deuxième révolution industrielle, celle qui nous a vus, dans les années 50 à 70, à la fois rattraper notre retard au lendemain de la guerre, nous moderniser, avec comme finalité essentielle de la production les infrastructures modernes et les biens de consommation. C'était d'ailleurs le cas de tous les pays européens.

Pendant cette période, le culte était à la productivité. Friedmann disait d'ailleurs : «La technique donne congé à l'homme. Le chrono- mètre est au coeur du processus de production. C'est une image forte du temps. » Le taylorisme, la parcellisation des tâches, demandaient par des gestes répétitifs surtout un apport physique, mais aussi une grande attention de la part des intéressés. C'était l'époque où l'ouvrier était la catégorie la plus importante du salariat, et notamment l'ouvrier en col bleu, sur lequel je reviendrai.

Mais pour que cette immense machine à produire avec des taux de productivité élevés

puisse continuer, il fallait qu'il y ait de la consommation. Et c'est pour ça que l'on a pris ce terme de fordisme, puisque Ford et bien d'autres ensuite, et notamment les sociaux-démocrates en Europe, ont bien compris que pour produire, il fallait également consommer et donc distribuer du pouvoir d'achat. Du pouvoir d'achat sous forme de salaire et de prestations sociales.

Ce fut aussi l'époque des grandes concentrations industrielles. C'était un modèle dominant, ce qui ne voulait pas dire un modèle unique. Mais c'était bien ce modèle dominant, celui de l'usine taylorisée, mais à côté il existait d'autres modèles, le modèle rural avec la contrainte des saisons et de la météorologie, la pleine disponibilité dans le travail, y compris le dimanche pour traire les bêtes. Bien sûr, l'agriculture va entrer dans l'ère du productivisme. Bien sûr, il y aura des ordinateurs dans les grandes entreprises. Mais il reste quand même un rythme particulier de l'activité agricole.

Et puis, il y avait aussi la petite entreprise, proche dans ses méthodes du travail de l'artisanat, où l'ouvrier qualifié se voyait confier des tâches plus larges. On peut dire que toute notre société, aussi bien dans ses loisirs, dans sa consommation, que dans son urbanisation, a été marquée par ce modèle dominant. Le contraste avec la période qui vient sera qu'il n'y aura plus une horloge du temps, mais des horloges du temps.

Dans ces conditions-là, le social surgit. Il surgit bien entendu sous l'influence du marxisme, mais aussi — il ne faudrait pas l'oublier —sous l'influence du christianisme social et sous la pression du syndicalisme. Henri Lefèvre, contredisant un peu Marx, disait : « Certes, le travail est dominant, mais le temps de non-travail n'a pas qu'un aspect de reproduction de la force de travail. » Edgar Morin, de son côté, souligne la dimension intérieure onirique de l'homme, et il parle non pas de *Phoino sapiens,* mais de *l'homo sapiens dentela.*

Par conséquent, c'est une époque qui voit la diffusion de la sociologie du travail. Aux Semaines sociales, je me rappelle avoir parlé de la civilisation du travail dans les années 60. Mais il est vrai que le chronomètre ou l'horloge était le symbole même du processus de production où s'opposent le temps de la machine et le temps de l'homme. Les politiques sociales, qu'elles aient été octroyées ou, le plus souvent, conquises, ont contribué au bien-être et à la cohésion de nos sociétés via la redistribution des revenus et l'élévation générale du niveau de vie. La pression syndicale a été continue et forte pendant la période. À travers des conflits qui portaient autant sur les conditions de travail — hygiène, santé et sécurité — que sur les salaires.

Et pour ceux qui étaient adultes à ce moment-là, vous vous rappellerez sans doute qu'au début des années 70 a eu lieu sans doute la dernière grande grève symbole de l'ouvrier taylorien. C'était la grève de l'usine Renault du Mans, où il était beaucoup question des conditions de travail.

Autrement dit, et compte tenu des luttes sociales et syndicales et des luttes politiques, on peut dire que la logique du fordisme résidait dans l'entretien de la demande non seulement par la hausse des salaires, mais aussi par la formation générale et spécialisée des travailleurs et par leur réponse en revendications en matière de conditions de travail. C'était l'époque et on rejoint là l'horloge au lieu des horloges de la généralisation du salariat fondée sur le contrat à durée indéterminée, le contrat type.

Autrement dit, on peut dire que l'État providence de ces années avait deux références : l'ouvrier à col bleu et le contrat de travail à durée indéterminée. Et cette extension du contrat a joué un rôle essentiel dans le développement des relations professionnelles. D'où, en simplifiant beaucoup, une certaine synergie entre l'économique et le social. D'un côté la nécessité d'entretenir la force de travail, de l'autre l'augmentation du niveau de vie et des congés payés.

Tout cela fut accompagné par l'État providence. Pour vous donner une grille de lecture de l'avenir, il faut de ce point de vue distinguer entre trois modèles :

1. Les pays de l'Europe du Nord à forte syndicalisation, où la référence était plus explicitement encore le travailleur à col bleu, celui par rapport auquel on fixait toutes les indemnités et toutes les prestations sociales. L'ouvrier donc était le critère de référence du système. C'était les conventions collectives, la négociation bilatérale, qui fixaient les progrès sociaux et moins l'État. L'État suivait.

2. Le modèle bismarkien, c'est-à-dire le modèle allemand, où les contributions patronales et salariales finançaient l'essentiel de la protection sociale et où depuis la

guerre était appliquée la cogestion donnant aux représentants des travailleurs une influence certaine sur les conditions de travail puisqu'un des membres du directoire sur trois représentait le personnel et se concentrait beaucoup sur cet aspect des choses.

3. Et enfin, le modèle latin, où c'était l'État qui fixait les règles de fonctionnement du marché du travail et qui mettait en œuvre l'État providence, avec cependant, en France notamment, les compléments apportés par la négociation sociale, et ils sont très importants pour le sujet qui nous concerne, les retraites complémentaires et l'assurance-chômage.

Du point de vue de notre réflexion sur les temps sociaux, les résultats étaient analogues. Le temps travaillé était d'un côté. Le temps rompu par des accidents divers était couvert pas le revenu grâce à la couverture du chômage, des accidents du travail, du risque maladie, et on organisait un système de pension pour la retraite avec une attention particulière pour la pénibilité du travail et l'usure des facultés physiques.

Tous ceux d'entre vous qui ont milité dans le syndicalisme dans les années 50, 60, savent combien les ouvriers étaient impatients d'aller en retraite, non pas parce qu'ils ne voulaient plus travailler, mais parce que leur force physique avait été atteinte par les systèmes de production en vigueur.

Mais au total, on pouvait dire que le social était en quelque sorte un facteur de productivité. Entre récupération des forces de travail d'un côté et temps disponible pour d'autres activités de l'autre, ce compromis était bien celui de l'époque. Il existait au surplus une relation forte entre l'espace et le temps. Ce fut la première phase interne d'urbanisation, avec l'accueil des ruraux et des immigrés. Il y avait un schéma très répandu : l'usine au cœur des villes ou autour des villes, mais aussi le binôme banlieue-transports. On a parlé à cette époque, il faut se le rappeler, de société chronophage, c'est-à-dire que si on ajoute au temps de travail le temps de transport et le temps de récupération, on peut reprendre cette formule de Robert Sue : « Plus on a du temps, plus il semble manquer. »

Les temps sociaux étaient alors marqués par le temps religieux, le temps familial et le temps symbolique des congés payés.

En ce qui concerne le temps religieux, il existe des enquêtes sur les budgets-temps en France. L'une d'entre elles vient de paraître sur les années 1998, 1999. Mais on ne peut pas mesurer le temps religieux uniquement par la fréquentation des offices. Le temps religieux, c'est ce temps secret que croyants ou non-croyants passent à s'interroger sur le sens de la vie, à prier leur Dieu, à s'interroger, peut-être même à questionner. Ce temps-là n'est mesuré nulle part. C'est pourquoi le temps religieux reste un temps statistiquement non définissable.

En ce qui concerne le temps familial, on constate en France plus qu'ailleurs le maintien des rassemblements familiaux traditionnels. La comparaison avec les pays voisins le montre. Et même pour les vacances, c'était souvent le retour dans la famille, puisque beaucoup de nos urbains étaient des ruraux qui venaient de quitter, depuis cinq ou dix ans, la campagne pour les lumières de la ville.

Et enfin, le temps symbolique des congés payés. Rappelez-vous 1936 et certaines oeuvres cinématographiques. Ce temps-là était important. C'était le temps de l'évasion. En 1936, on voyait des gens découvrir pour la première fois une plage, une montagne, avoir le temps de le faire. Il ne faut jamais mépriser ou sous-estimer cela et l'effet d'apprentissage que ça a eu par la suite.

Mais les temps sociaux étaient aussi marqués par la vie collective, les temps syndicaux. Il y a des responsables syndicaux qui, dans la salle, savent combien il est difficile aujourd'hui, avec les horaires variables et l'organisation de la vie, de faire des réunions. A ce moment-là on en faisait et le week-end et à la sortie de l'usine ou de l'établissement de production. Il y avait aussi les loisirs classiques, dont le sport qui rassemblait. Ce besoin de rassemblement est très important. Rappelez-vous le contraste entre un défilé du 1er mai en 1950 et aujourd'hui.

En d'autres termes, il y avait dans l'utilisation du temps quelque chose qui avait trait à l'ambiance générale. C'était, je vous le rappelle, le temps des idéologies et des lendemains qui chantent. Aujourd'hui, on se rassemble pour le rock. À l'époque, on se rassemblait pour communier dans un monde meilleur que les luttes permettraient d'atteindre.

Peu à peu, nous quittons cette société. Il y en a encore beaucoup de traces. Et nous vivons une période de transition avec un environnement économique qui change radicalement, à tel point que je ne saurai aujourd'hui en fixer l'ultime phase. Je maintiens, et c'est une question discutée, que le travail demeure central, niais que nous avons maintenant des horloges du temps, que le temps hors travail augmente. Je vous accablerai de quelques chiffres. Mais que faire avec le temps libéré ? Cette question va se poser de plus en plus, notamment après la loi sur les 35 heures.

L'environnement économique change radicalement. Les ouvriers ne sont plus majoritaires dans la classe des salariés. Ce sont maintenant les employés, dans les activités de services. Bien entendu, on avait un système qui était fondé, je le rappelle, sur l'ouvrier à col bleu. L'introduction des nouvelles technologies de l'information concerne autant le quoi produire que le comment produire. Avec les technologies de l'information, on produit des ordinateurs bien sûr, mais de plus en plus des services qui passeront par l'ordinateur, des services qui serviront aussi bien au travail qu'aux loisirs. Mais on change aussi notre façon de produire, c'est-à-dire que les dactylos disparaissent ; les cadres tapent eux-mêmes leurs rapports ; les banques de données deviennent de plus en plus importantes ; il faut même se méfier des pirates. Bref, c'est une révolution formidable qui modifie les processus de production.

On était passé entre-temps du taylorisme — « Fais ta tâche, fais-la bien, avec une pause de temps en temps » — à ce qu'on a appelé le toyotisme — « *Just in time* » — qui devait permettre à l'ouvrier, en étendant un peu sa phase de travail, d'être responsable davantage du fini de son travail. Autrement dit, le contrôle de la production par les travailleurs eux-mêmes. Bref, même dans l'usine, il y avait un changement qui impliquait, non pas simplement le recours à la force physique ou à l'attention, mais aussi des connaissances complémentaires.

Et enfin, tout cela a amené bien entendu une nouvelle répartition spatiale des activités de production, ce qui a eu des conséquences sur les structures urbaines. On a vu les usines quitter le centre de la ville ; on le voit même à Paris. On a vu l'élargissement vers les banlieues. Le rôle des transports est devenu de plus en plus important, et puisque je vous ai donné tout à l'heure l'image des *Temps modernes,* peut-être pour marquer cette époque vous citerai-je l'île Seguin, où était Renault et dont on va faire, je l'espère, non pas des logements, mais un lieu de mémoire et un beau musée.

Mais cette évolution n'est pas achevée. Beaucoup de questions demeurent posées. Tout d'abord, les nouvelles technologies de l'information vont-elles entraîner un développement du travail à domicile et du télétravail ? Ce qui, bien entendu, bouleverserait les temps sociaux si on atteignait des chiffres importants. Deuxième question, que certains ont déjà tranchée et sur laquelle je me permets d'attirer votre attention : le travail va-t-il exiger un engagement plus intense de la part du travailleur? Moins de force physique, plus de responsabilité individuelle, plus d'engagement psychologique ? De premières études le montrent. Ainsi, par exemple, une étude faite auprès des caissières de supermarchés, qui supportent une certaine fatigue nerveuse liée aux problèmes avec les clients, parfois même des disputes. C'est vrai aussi pour les informaticiens. Donc, une thèse est en train de naître selon laquelle la distinction entre le travail et le loisir serait de plus en plus floue. Je la cite simplement comme hypothèse.

Mais dans cette période où nous avons connu un chômage massif, des prophètes sont venus annoncer la fin du travail. Je n'y crois pas pour ma part. Je n'y crois pas parce que l'immensité des besoins, la créativité par la science et par les hommes de nouveaux besoins sont telles que le travail demeurera important. En revanche, la structure des emplois se modifie profondément.

Il y a, pour aller vite, d'abord les manipulateurs de symboles, c'est-à-dire ceux qui jouent avec les nouvelles technologies de l'information, qui tirent de ces nouvelles technologies de nouveaux produits, de nouveaux services, tant pour les entreprises que pour les individus. Ces gens-là sont très recherchés. Il n'y a qu'à voir les bouleversements dans la hiérarchie des salaires.

Il y a aussi les professionnels, ceux qui non seulement ont une bonne maîtrise des technologies de l'information, mais ne sont pas liés à une entreprise car ils sont recherchés partout. Ce sont des organisateurs, ce sont des animateurs, des spécialistes de la gestion humaine ou autre ; ces professionnels ont déjà un marché européen.

Et enfin, il y a la troisième catégorie, les travailleurs sans qualification. Je préférerais

les appeler « travailleurs peu rémunérés » : une personne qui a quitté l'école à 16 ans, avec son brevet, et qui a été embauchée pour s'occuper des personnes âgées, de plus en plus nombreuses, croyez-vous que cette personne n'a pas de qualification ? Elle en a une. Mais cette qualification est classée dans les emplois bas de gamme. Donc, ces catégories changent complètement par rapport au cadre, technicien supérieur, employé, ouvrier; et chacun de mettre l'accent sur l'importance de la formation, soit parce qu'il faut faire face à la flexibilité, soit parce qu'il faut entrer dans ce monde des nouvelles technologies de l'information. Voilà la première différence importante, dont on ne mesure pas, je le répète, encore toutes les conséquences.

L'autre mutation essentielle, c'est la diversité des statuts. Je vous ai parlé tout à l'heure, comme image de la société fordiste, du contrat à durée indéterminée. Maintenant, il y a les contrats à durée déterminée ; il y a les emplois d'essais ; il y a le travail temporaire. Il y a aussi tous les emplois subventionnés par l'État qui permettent de faire un essai dans la vie professionnelle et tous ces statuts, bien entendu, ne se valent pas, mais par rapport au temps ils ont une importance. Pour beaucoup de travailleurs, c'est la succession d'un contrat à durée déterminée, d'une période de chômage, d'un contrat à temps partiel. Bref, il y a de plus en plus de salariés, sans doute un quart, qui vivent sur ces rythmes-là. Et d'ailleurs, c'est ce qui explique le développement de la catégorie des travailleurs pauvres, sur laquelle je dirai un mot en relation avec le temps.

Car pour eux, pour les chômeurs, pour les RMIstes, comme pour les travailleurs pauvres, la question du temps se pose d'une manière différente. Pour le chômeur ou le mec qui n'a pas de stage de formation, le temps s'étend longuement, le temps est consacré à la recherche du travail, à la considération d'un certain vide de l'existence, à la préoccupation avec la famille, à essayer aussi de joindre les deux bouts avec des sommes qui varient entre 3 et 4 000 francs par mois.

Quant aux travailleurs pauvres, ce sont des gens qui, compte tenu de leur famille et du fait qu'ils ne travaillent pas toute l'année à temps complet — ils sont plus d'un million en France —, ont eux aussi une relation avec le temps bien différente, car le temps pour eux, c'est aider la famille, trouver les moyens de boucler le budget, faire un peu de travail chez soi...

On peut donc dire que pour plusieurs millions de Français, les trompettes de la civilisation du travail comme celles de la civilisation du loisir ne résonnent pas. Je crois que, si on veut éviter la société à deux vitesses, il faut se pencher sur ce problème extrêmement difficile et qui sollicite notre société. À tel point — et vous verrez paraître bientôt des ouvrages dans la littérature anglo-saxonne — que des libéraux parmi les plus purs proposent de subventionner le travail peu qualifié, de façon à donner aux intéressés un minimum de niveau de vie. Ces formules se pratiquent déjà en Grande-Bretagne et aux États-Unis pour les travailleurs qui ont des charges de famille.

Voilà la situation qui montre des horloges du temps, qui montre le danger d'une société à deux vitesses ou même — si on estime que les nouvelles technologies de l'information sont une vraie fracture — d'une société à trois vitesses, et pourtant le temps hors travail augmente. En moyenne, on peut dire que, en un siècle, le temps de travail a été divisé par deux, et ce processus s'est accéléré depuis 1950, car on peut considérer aujourd'hui que nous sommes passés de 100 000 heures de travail dans la vie en 1950 à 65 000 heures aujourd'hui.

Comment se décomposent ces heures ? Si je calcule à la semaine, la durée de travail moyenne, d'après les enquêtes déjà citées, est de 8 heures 29, pardonnez la précision. Mais si l'on calcule la répartition des temps tout au long de l'année, en tenant compte des congés, des week-ends et autres, on arrive aux données suivantes : le temps physiologique (sommeil, récupération, entretien) représente 12 heures 04, la moitié d'une journée; le temps professionnel et de formation, 4 heures 12 pour un homme, 2 heures 38 pour une femme; le temps domestique — vous allez voir que les choses ne changent pas malgré les grands champs destinés à la parité — 1 heure pour les hommes, 3 heures 06 pour les femmes ; à tel point que 35 % des femmes déclarent manquer de temps pour faire ce qu'elles ont envie de faire. Et enfin le temps de loisirs est de 4 heures 31 dont 2 heures pour la télévision !

Cela veut dire qu'un sixième du temps hors du temps physiologique est consacré à la

télévision, et que si je devais trouver une troisième image, après l'île Seguin, ce serait le journal télévisé de 20 heures, qui est un moment mi les Français se regroupent, sans doute pas pour communier ensemble, mais comme un point fixe. C'est un élément de l'horloge ou des horloges du temps.

Revenons à une approche tout au long de la vie. En réalité, pour des raisons liées au chômage mais pas seulement, liées aussi à l'allongement de la durée de la scolarité et au spectaculaire allongement de la vie, nous avons coupé l'omelette par les deux bouts. Les jeunes retardent leur entrée sur le marché du travail, et là il y a un problème social très important dans les familles. Vous savez que certains réclament qu'on donne aux jeunes une indemnité, et non pas que cette indemnité passe par la famille; c'est un grand problème de société. Et d'un autre côté, les personnes prennent leur retraite plus tôt. Certaines même ont été contraintes à la préretraite.

Donc, la durée de la vie s'allonge, et je crois qu'aujourd'hui on ne peut pas parler de temps sociaux pour les personnes âgées. On doit distinguer un troisième âge d'un quatrième âge, où les personnes sont souvent seules, ont beaucoup de besoins, et moins de capacités à réagir. C'est un problème pour une société qui vieillit.

Mais que faire avec le temps libéré ? La rupture sera grande avec les 35 heures, car n'oublions pas un chiffre simple : c'est une réduction de 10% du temps de travail. Il est prématuré d'analyser rigoureusement les conséquences du passage aux 35 heures, d'autant que le temps disponible acquis varie selon que la solution est dans une diminution quotidienne, hebdomadaire ou annuelle. Cependant, puisqu'il faut avancer, je ne résiste pas à vous donner les résultats d'une première enquête qui porte sur 19974998-1999, donc sur la loi Robien comme sur la loi Aubry.

La moitié des accords prévoient l'octroi de jours de repos sur l'année, c'est-à-dire que l'on fixe une durée annuelle du travail, ou donne des jours de repos et on renforce la flexibilité du travail, mais aussi la sujétion du travailleur, qui ne sait pas à l'avance programmer toute son année. 42 % des accords prévoient des journées plus courtes — et nous tombons là sur le problème de l'organisation des collectivités humaines. 43 % une réduction hebdomadaire par journée ou demi-journée. 26 % l'alternance de semaines courtes et de semaines longues. Si vous faites l'addition, ça fait plus de 100 %. C'est parce que les accords comprennent parfois deux modalités liées.

Les conséquences sont différentes pour les intéressés, mais aussi pour l'offre de services. Et l'on peut voir maintenant qu'il y a deux points centraux, d'un côté l'allongement des congés avec leur fractionnement qui est déjà acquis — voyez ce que donnent les vacances d'hiver, qui impliquent une forte demande dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie ou autres — et d'un autre côté un jour libéré en plus dans la semaine, ce que déjà dans certaines entreprises, qui sont passées aux 35 heures, on appelle le jour RTT.

Ajoutons que les schémas peuvent varier selon l'âge, le sexe, le type d'habitat et l'environnement quotidien. Les trois jours de congé par semaine, dans le cas d'un jour de plus, c'est-à-dire la semaine de 4 jours, vont en conduire beaucoup parmi les jeunes générations à s'installer un peu loin des villes, de façon à pouvoir profiter d'un environnement plus naturel. Cela risque d'avoir de grandes conséquences sur l'aménagement du territoire, et sera bien entendu facilité par la rapidité et les progrès dans les transports. Je crois qu'il ne faut pas, dans les politiques d'aménagement du territoire, sous-estimer ces trois jours passés en dehors de la ville où l'on travaille.

Une autre enquête, réalisée entre 1996 et 1999, indique les priorités suivantes - vous allez voir comme le vieux est toujours là, connue la société évolue peu.

Pour les femmes, quelle est la première priorité ? Se reposer ! Eh oui, maintenant, 75 % des femmes dans l'âge adulte travaillent et donc la situation est tout à fait différente de celle de la société fordiste. Deuxième priorité plus de temps pour les tâches domestiques. Quant aux hommes, leurs priorités seraient bricolage et jardinage et ensuite le repos.

Il faut mettre l'accent sur cette notion de repos, car dans le fond, si on avait fait une enquête il y a trente ans, on aurait obtenu la même réponse. L'observation permet d'y ajouter le fractionnement des vacances et la journée RTT. En d'autres termes, il y a une période d'apprentissage assez longue pour aller vers cette société où la durée du travail au long de la vie sera moins importante.

Je vais pour terminer me lancer dans une prospective risquée : vers une société postindustrielle. Le terme n'est pas original, et je voudrais à ce propos montrer comment le cycle traditionnel de la vie est dépassé, parler des défis lancés par les transformations du travail et des synergies demain entre l'économique et le social. Et enfin vous dire qu'il y a un pont structurant nécessaire, qui est l'éducation tout au long de la vie.

Le cycle classique de la vie, vous le connaissiez : grandir et étudier, travailler, jouir de sa retraite. Il y aura désormais plusieurs horloges de la vie, plus ou moins contrastées, plus ou moins subies. Mais, pour aller vite, il faudra retourner à l'école tout au long de la vie ; il faudra affronter des périodes de non-emploi, le passage d'un emploi à un autre ; il faudra planifier les vacances en fonction aussi des exigences scolaires des enfants. Nous n'allons pas spontanément vers une société du temps choisi, encore qu'il s'agisse là d'un vrai projet de civilisation pour peu que l'on mette le progrès technique et l'imagination à son service.

Quels sont les défis lancés par les transformations du travail ? J'ai déjà évoqué les bouleversements dans la structure des qualifications, la diversité des statuts,. le développement de la flexibilité et de la mobilité professionnelle qui nous renvoient aux périodes de formation. Il faut aussi maîtriser un risque d'accroissement des inégalités, dû à une fracture technologique. Reconnaissons que, pour les travailleurs âgés de plus de quarante ans, se mettre à plein dans les nouvelles technologies de l'information, ce n'est pas simple. Avoir un ordinateur pour contrôler sa production quand on n'a jamais fait ça, ce n'est pas aisé.

Mais je crois que l'accroissement des inégalités est dû aux lois du marché et de l'entreprise, connue le montrent par exemple les différences de salaires au niveau. d'une même qualification. Puisque les États-Unis sont un peu en avance sur nous, on voit des différences, par exemple entre deux ingénieurs, allant de 1 à 4. Et puis, il y a aussi ce problème de l'offre de travail dit « non qualifié », dans les services notamment. Je vous ai parlé tout à l'heure du fait que l'on envisageait un peu partout de subventionner le travail peu qualifié. Comme je vous l'ai dit aussi, c'est un peu étonnant que cette idée soit venue d'économistes libéraux qui ont enfin compris que la mondialisation et la mutation technologique en cours aboutissaient à une fracture sociale assez douloureuse. Et enfin, il y a l'apparition d'un modèle tenace fait d'alternance entre le travail et le chômage, sur lequel il faut beaucoup réfléchir, car ces périodes où l'on ne travaille pas doivent être des périodes fécondes. Il faut s'y préparer par la formation et par l'organisation de la société.

Peut-on reprendre cette question du sociologue Poliénais qui nous dit : «Le temps de travail demeure-t-il le facteur structurant? Celui qui structure la vie sociale par les temps d'activités domestiques ou de loisirs qu'il autorise, soit dans les marges de la journée, soit dans les marges de la semaine ?» Cette question mérite d'être posée.

C'est donc à dessein que j'ai cité cette phrase, très contestée d'ailleurs par les sociologues du loisir, du sociologue Poliénais — et je renvoie à un livre déjà ancien de Geoffrey Dumazier qui, en 1966, affirmait les quatre caractères du loisir: libératoire, gratuit, hédonistique, personnel. Ceux-là contestent que le travail puisse envahir toute la sphère du loisir. Poliénais est contesté aussi par d'autres spécialistes
et ça c'est plus nouveau — qui soulignent la forte tendance à une individualisation permise par l' augmentation du niveau de vie et l'accroissement du temps non contraint.

C'était un peu ce que craignait Tocqueville, quand il observait le développement de la démocratie : « Que chacun se retourne sur lui-même ou sur ses proches, oubliant la convivialité, la vie sociale, les responsabilités militantes. » Dans ce cas-là, on en revient quand même *à l'homo sapiens demens* d'Edgar Morin.

Il existe de fortes inégalités à l'égard de ce temps libéré, inégalités liées aux revenus, à l'habitat et au niveau de formation. Pour lutter contre ces inégalités dans la mesure du possible, pour recomposer des temps sociaux, il faut une nouvelle synthèse qui ne sera pas celle de la société industrielle entre l'économique et le social. Refuser l'homme solitaire dans la foule, la marginalisation du syndicalisme, le zapping dans la vie associative. Et cela est possible. Déjà, dans des conventions collectives aux Pays-Bas, qui ont fait un grand effort de renouvellement de l'État providence, on a prévu des possibilités de flexibilité maîtrisée, dans une certaine mesure choisie par les travailleurs. Dans un autre pays comme l'Italie, on a instauré la journée du citoyen, une journée où l'offre de services s'accroît, où les magasins ferment plus tard, justement pour tenir

compte de ce temps éclaté.

Il y a donc, dans la situation présente et malgré le culte de l'individu, le culte de la négociation dans l'entreprise, matière à négociation pour essayer de façonner l'architecture même légère de la société de demain. Pour trouver aussi une nouvelle harmonie entre l'espace et le temps. Deux questions méritent d'être soulevées. La première est simple : quel droit du travail pour encadrer la mobilité accrue, les intermèdes consacrés à la formation et à l' éducation ou encore à la vie familiale ? Le travailleur devrait-il porter ses droits avec lui ? Et demain dans toute l'Europe, puisque nous avons un marché unique, c'est la liberté de circulation des travailleurs. La deuxième question est : quelle flexibilité est susceptible d'être négociée à tous les niveaux - national, sectoriel et entremise, et même au niveau européen, où il existe déjà des accords sur le congé parental, le travail temporaire et d'autres ?

Certains vont jusqu'à préconiser une banque du temps, c'est-à-dire que nous épargnerions dès l'âge de 16 ans à la fois du temps et de l'argent pour faire face aux imprévus, pour choisir autant que faire se peut notre propre vie. Ce n'est pas un projet récent. La première fois que j'en ai entendu parler, c'est par l'un des pères du modèle suédois, qui dirigeait les services sociaux de l'OCDE. Mais quels que soient les choix qui seront faits, il faut qu'il y ait une structuration de tout cela, et cette structuration, c'est l'éducation tout au long de la vie. À côté de la dimension droit du travail et contrat négocié, à côté des politiques nécessaires d'aménagement du territoire de la ville, des transports et des services publics, sur lesquels je n'insisterai jamais assez, il est nécessaire de construire un pôle structurant, l'éducation tout au long de la vie, qui est tout autant, j'insiste, une affaire de contenu que d'organisation dans l'espace et dans le temps.

Je reprendrai là les quatre piliers de l'éducation tels que je les ai formulés dans le rapport que j'ai présenté à l'Unesco, car ces quatre piliers sont tous nécessaires à la préparation de cette société des horloges du temps, de cette société diversifiée : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être, apprendre à vivre ensemble.

En ce qui concerne la nécessité d'apprendre à connaître, il faut rappeler les bases de l'éducation, y compris dans les pays développés. Ce sont la lecture, l'écriture, le calcul et l'expression. C'est banal, mais des études réalisées en Grande-Bretagne montrent que 18 à 20 % des jeunes de 12 à 14 ans ne possèdent pas ces bases-là. Comment voulez-vous, dans ces conditions, pouvoir vous défendre dans la vie ? 11 est donc important que l'éducation de base soit développée, y compris dans les pays riches. Et apprendre à connaître, c'est aussi donner le goût d'apprendre, c'est remettre l'éducation dans la société comme un poisson dans l'eau. Continent envisager que ceux qui auraient été dégoûtés par l'école ou qui auraient subi l'échec aient envie de retourner à l'école ou à l'université plus tard ?

Un autre élément de la nécessité d'apprendre à connaître, c'est l'enseignement par alternance si critiqué en France pendant longtemps. Il n'est pas devenu désuet parce que la société industrielle disparaît peu à peu. Ses principes demeurent. Quand il y a enseignement par alternance pour des jeunes de 14 à 18 ans, cela leur permet en même temps qu'ils font leurs études de se tester, d'affronter des réalités économiques et sociales, de se socialiser au bon sens du terme, à un moment où la famille est si souvent absente, ne serait-ce que parce que les deux parents travaillent.

En ce qui concerne la nécessité d'apprendre à faire, il existe des groupes de métiers, mais aujourd'hui, il faut savoir utiliser les nouvelles technologies de l'information. Face à l'aléa dans la vie de travail, devant l'autonomie croissante de nombreux travailleurs qui doivent non seulement produire, mais aussi contrôler leur production, il faut savoir maîtriser les nouvelles donnes professionnelles et surtout trier dans les connaissances les informations disponibles. Nous avons devant nous une accumulation de connaissances. Si nous n'arrivons pas à les trier, si nous ne sommes pas capables culturellement de les trier, à quoi servent-elles? Nous avons tous les jours le culte de l'instantané par les médias. On en oublie la mémoire. Or, une personne qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir. C'est vrai aussi pour une société. Il faut donc acquérir une culture et une compétence, et non pas simplement un métier et une profession.

Apprendre une culture, c'est apprendre à être. C'était d'ailleurs la formule qu'Edgar Faure avait choisie pour son propre rapport à l'Unesco dans l'humeur et dans

l'enthousiasme de l'après 68. Apprendre à être, c'est plus important encore. C'est ne négliger aucune des potentialités de chaque élève. 11 ne s'agit donc plus de sélectionner les élèves dès l'école primaire pour leurs capacités littéraires, conceptuelles et mathématiques. Que fait-on d'un garçon ou d'une fille qui a le don des relations avec les autres? Qui est très bon dans le sport ? Qui a des qualités artistiques ? Qu'en fait-on ? Il est donc nécessaire de mettre en place des parcours différenciés tenant compte de la maturation de chaque élève, du retour souhaité vers l'éducation, de la possibilité de faire émerger les potentiels. Autrement dit, donner vraiment l'égalité des chances, c'est tenir compte des potentialités diverses. L'éducation doit aider chacun à prendre conscience de ses forces et de ses faiblesses. En étant plus consciente de ses forces et de ses faiblesses, chaque personne pourra faire face à l'aléa professionnel ou autre qui surgira dans sa vie, car, comme vous le savez, la société du risque zéro n'existe pas.

Si nous voulons échapper à la société du marché, si nous voulons échapper à la disparition du modèle européen de société, nous devons donc accepter, par cette formation de l'individu, une conciliation entre la responsabilité collective, qui était la dominante de l'État providence d'hier, et la responsabilité individuelle, qui doit devenir un des atouts de l'État providence de demain.

Et enfin, apprendre à vivre ensemble, c'est le gisement de cette culture de la paix initiée par Frédérico Mayor, ancien directeur général de l'Unesco. C'est un atout pour la compréhension mutuelle qui doit exister dans nos classes si diverses par l'origine géographique et religieuse des élèves. Dès la classe, apprendre à vivre ensemble est une garantie pour l'avenir. Apprendre à vivre ensemble, c'est comprendre l'autre, c'est inciter à la participation active à la société. À cet égard, bien entendu, rien n'est plus important que l'enseignement dans nos écoles de l'histoire et même de l'histoire des religions.

Vous entendrez souvent parler en anglais de *long life training.* Je n'aime pas cette formule car elle limite l'éducation à la formation. Je préfère le terme de *long life learning.* Malheureusement, le chantier n'a pas encore commencé. Il risque d'arriver à l'éducation tout au long de la vie ce qui arrive à beaucoup de concepts. On les emploie tellement, on les aime tellement qu'on finit par les écraser et les étouffer.

Il s'agit donc d'inviter à la réflexion, de mettre les gouvernements, mais aussi les enseignants, devant leurs responsabilités. En proposant l'éducation tout au long de la vie, nous posons comme principe l'impératif de fournir à chacun les moyens d'exister en tant que personne, de se ressourcer en permanence et de faire face aux problèmes soit privés soit professionnels que fait surgir l'existence.

À cette fin, il convient pour finir de rappeler quelques principes. Tout d'abord l'éducation tout au long de la vie n'est pas la simple addition de l'éducation première et de la formation permanente que je connais bien. Non, c'est un système nouveau que les pouvoirs publics, que la politique doivent offrir à la société de façon à en donner le cadre, la philosophie, les finalités. Mais bien entendu tous les acteurs de la vie économique et sociale doivent en être les interprètes dans un véritable partenariat pour l'éducation tout au long de la vie, dans une subsidiarité qui favorise l'innovation.

Deuxièmement, je le répète, l'éducation de base est le préalable nécessaire pour tous les pays et pour tous les élèves. C'est le B A BA de l'égalité des chances.

Troisièmement, les différenciations de parcours doivent permettre à chacun de se tester, de s'orienter et ainsi d'utiliser pleinement ses potentialités dans le second degré.

Quatrièmement, l'égalité des chances passe notamment par la délivrance d'un chèque éducation à ceux qui quittent prématurément l'école, entre 16 et 18 ans. Il ne s'agit pas de rompre avec l'obsession des études longues ; mais si certains préfèrent entrer dans la vie professionnelle plus tôt, si leur expérience à l'école les y incite, il faut qu'ils puissent ensuite retrouver de la place pour se cultiver davantage, pour se former, pour s'éduquer. Et qu'ils aient la priorité. D'où ce chèque à l'éducation, qui serait bien entendu un chèque en temps et en argent.

Vous voyez que, si l'on mène à bien cette idée — et on n'a pas commencé —, on aura un des piliers de cette société postindustrielle. Un des piliers pour passer d'une politique du temps à une civilisation du temps choisi. Pour qu'il en soit ainsi, il faut être stimulé par une mise en garde. Les mises en garde ne manquent pas. J'en ai choisi une particulièrement violente de Jean-Paul Bessey dans *Le Monde* en 1995. Voilà comment il

décrit notre société : «L'individu se trouve projeté dans l'ivresse d'une course où pour vivre avec son temps il doit abandonner la maîtrise de sa vie à l'instrumentalisation de l'instant et à la dictature de l'urgence.» C'est contre ça qu'il faut lutter car faute de mémoire, faute d'un projet d'avenir, nous serions à nouveau dans la société chronophage. À nous de nous réapproprier le temps dans la double ligne d'un projet de société chargé de sens et d'un projet individuel redonnant sa place à l'éternité, c'est-à-dire retrouvant le véritable temps de la personne humaine.

Débat

Question : *Les marchés financiers, les nouvelles technologies ne sont-ils pas en train de dérober aux politiques la capacité de proposer un projet de société ? Le politique n'est-il pas aujourd'hui à la roue de la nouvelle économie ? Comment domestiquer cette nouvelle économie dans un projet de civilisation qui prenne en compte l'homme ?*

Jacques Delors : Il est vrai qu'il y a dans toutes nos démocraties un désenchantement démocratique et une perte de crédibilité de la politique. La faute en revient aux politiques eux-mêmes, mais aussi à deux traits caractéristiques actuels : l'instantanéité et l'émotionnalité. Sur la base de l'émotionnalité et des sondages, on prend des décisions hâtives, des décisions qui vont dans le sens de l'opinion publique à un moment donné. Or, les politiques doivent être élus pour avoir une opinion un peu différente des choses, prenant en charge les leçons du passé et les perspectives d'avenir. Si le politique n'a plus cette distance par rapport aux humeurs de l'opinion publique, le politique ne joue pas son rôle. Quant à l'instantanéité, il est arrivé qu'il y ait de la neige à Paris en décembre, la télévision tout de suite à demandé : monsieur le ministre, monsieur le maire, que faites-vous ? Vous n'aviez pas prévu ça? Qu'est-ce que vous allez faire demain ? Les conseillers en communication des politiques leur disent : « Ne dites pas : laissez-moi respirer, vous aurez l'air ridicules. Trouvez quelque chose à dire vite même si c'est bête. »
La mondialisation des marchés financiers est le phénomène qui réduit le plus les marges de manœuvre des politiques et il faut une réponse à cela. Elle va venir d'un examen nouveau des règles du jeu du monde. Actuellement, nous vivons sur des règles du jeu fixées par la création de l'Organisation des Nations unies : absence d'ingérence dans les affaires des États, fonds monétaire, banque mondiale et organisation mondiale du commerce. Ces régulations ne fonctionnent plus. Il faut réfléchir à ce que pourraient être ces nouvelles régulations. J'ai proposé, pour ma part, qu'on crée un conseil économique de sécurité où seraient représentées toutes les parties du monde et où l'on réfléchirait sur les moyens de trouver ces règles du jeu. Je vous fais un pronostic : l'Union européenne comportera une trentaine de pays en l'an 2020. Elle ne réalisera pas toutes les finalités du traité de Maastricht. Mais si elle peut être un grand espace économique qui impose un minimum de règles du jeu et de solidarités, elle préfigurera ce que pourrait être le monde de demain. De ce point de vue, les Européens auront rendu un service historique au village planétaire.

Question : *La société à deux vitesses dans laquelle nous sommes n'est-elle pas le résultat de la mondialisation ? Quels mécanismes pourraient en limiter les effets et est-ce que la subvention des bas salaires ne va pas contre la mondialisation ?*

Jacques Delors : La subvention des bas salaires ne va pas contre la mondialisation. La société de première vitesse accepte de payer des impôts pour que l'autre ne reste pas au bord de la route. J'ai trouvé significatif que des économistes libéraux proposent cette solution parce qu'ils sont désarmés devant ce qu'ils appellent la fracture liée à la mutation actuelle. Nous avons en France, en tenant compte des personnes qui touchent le RMI, des travailleurs pauvres et des chômeurs, 5 millions de personnes qui vivent dans un état de pauvreté, c'est-à-dire avec un revenu par tête inférieur à 50 % de la moyenne des revenus. Nous connaissons les signes de la pauvreté : les chômeurs, certains jeunes abandonnés par leur famille, les travailleurs pauvres. C'est un sujet de réflexion pour

notre société. Le mouvement économique va vers de plus en plus d'inégalités, mais nous pouvons imaginer un nouveau système social qui puisse ramener la notion de solidarité au bon niveau en conciliant responsabilité collective et individuelle. Il faut donner à chacun, par l'éducation, la possibilité de faire face à certains aléas de la vie et non pas toujours se tourner vers l'État.